

"Défense de l'Europe" dans Notre Europe (Janvier 1951)

Légende: En janvier 1951, André Philip, délégué général du mouvement européen et président du mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe décrit dans la revue Notre Europe les enjeux d'un réarmement de l'Allemagne.

Source: Notre Europe. dir. de publ. Ray, Marcel. Janvier-Février 1951, n° 2. Strasbourg: Société européenne d'éditions et de publications. "Défense de l'Europe", auteur:Philip, André , p. 40-44.

Copyright: (c) Notre Europe / Société européenne d'édition et de publications

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"defense_de_l_europe"_dans_notre_europe_janvier_1951-fr-f4ca2f10-5402-4703-8c9c-651e22a9548f.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Défense de l'Europe

par André PHILIP

Le problème de l'unité européenne se présente sous une forme nouvelle, à la fois plus urgente et plus grave par suite des décisions récentes prises au sujet du réarmement de l'Allemagne. Il importe, pour apprécier exactement les moyens d'action qui nous restent de définir, avec précision, le problème qui nous est maintenant posé.

1° — Depuis les événements de Corée, l'Europe Occidentale sait qu'elle est à la merci d'une agression. A l'heure actuelle, seule la supériorité américaine en bombes atomiques garantit son indépendance. Notre intérêt, c'est que les Etats-Unis fassent en Asie une politique de conciliation pour éviter le déclenchement immédiat d'une troisième guerre mondiale, et consacrent leurs efforts à faire de l'Europe une véritable enceinte fortifiée à l'abri de toute agression.

2° — Un tel réarmement de l'Europe implique celui de l'Allemagne. Nous avons besoin de son potentiel d'hommes et de matières premières. Nous ne pouvons pas envoyer nos enfants combattre sur l'Elbe devant une population allemande qui assisterait, passive donc, à la défense de son territoire.

3° — Le réarmement de l'Allemagne entraîne inévitablement l'égalité des droits; entre futurs camarades de combat, les inégalités fondamentales ne peuvent pas subsister. On pourra multiplier les garanties, établir des délais, tôt ou tard l'Allemagne retrouvera des droits de souveraineté égaux à ceux des autres Nations. On s'est engagé dans une voie inévitable et irréversible; peut-être serait-il plus intelligent de prendre à temps les initiatives nécessaires pour en avoir l'avantage psychologique plutôt que de se les laisser arracher peu à peu par le cours inévitable des événements. Peut-être aussi serait-il plus sage d'abandonner certains droits de souveraineté au profit de l'Europe pendant qu'il en est encore temps plutôt que de les restituer progressivement à une Allemagne nationale.

4° — Ce réarmement de l'Allemagne, accompagné de sa reconstitution comme Puissance indépendante comporte de sérieux dangers si, comme il est probable, les unités allemandes se constituent par l'appel de volontaires; ceux-ci seront recrutés parmi les réfugiés de l'Est qui n'ont pas réussi à trouver un travail permanent et à s'intégrer au reste de la population. Les cadres seront puisés parmi les anciens officiers de la Wehrmacht. On risque de reconstituer ainsi un nouveau groupe de Chemises brunes dangereux pour la démocratie renaissante et de provoquer une tentative de traiter avec la Russie en échange du retour de certains territoires de l'Allemagne de l'Est.

5° — La thèse américaine du réarmement atlantique par le renforcement et la reconstitution des armées nationales me paraît être une grave erreur. Elle risque de reconstituer des nationalismes locaux, de dresser les uns contre les autres les unités nationales, de donner à l'Allemagne le sentiment que l'Union Européenne n'est pas, pour elle, nécessaire et qu'elle peut trouver, dans la reconstitution de sa puissance nationale le relèvement et la réhabilitation de son Pays. Si l'opinion française a finalement cédé, c'est qu'elle ne s'est pas sentie soutenue par l'opinion des autres pays européens et qu'elle ne voulait pas prendre la responsabilité d'une rupture de la coalition atlantique. La seule alternative eut été de tenter une politique de splendide isolement, de neutralité entre les deux blocs, qui ne correspond pas à la réalité des faits. L'Europe Occidentale, dès l'heure présente, produit plus d'acier que la Russie Soviétique. Dans le cas d'une troisième guerre mondiale, la Russie ne peut avoir l'espoir de succès qu'à condition de doubler immédiatement sa possibilité de production militaire en mettant la main sur l'acier de l'Europe Occidentale. Une agression contre l'Occident est donc inévitable dans les premiers jours d'un conflit mondial; ni la France ni aucun autre pays ne peuvent donc rêver d'une neutralité quelconque, leur place est dans la communauté atlantique et ils sont solidaires des Etats-Unis, même lorsqu'ils pensent que ceux-ci commettent, comme c'est le cas en la matière, une erreur politique grave.

6° — Mais cette évolution nouvelle ne condamne-t-elle pas notre effort pour l'unité européenne? Celle-ci n'est-elle pas dès maintenant dépassée? Ne faut-il pas y subsister l'idée de la communauté atlantique? Je ne le pense pas, en effet:

a) — La communauté atlantique mettant la puissante Amérique en face d'une poussière de petits états européens balkanisés serait contraire aux intérêts de chacun de nos pays. L'Europe divisée contre elle-même ne pourrait que s'affaiblir économiquement et politiquement. La France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, dressées l'une contre l'autre, faisant chacune leur cour au puissant suzerain, y perdraient rapidement leur influence et leur dignité.

b) — Ce n'est pas l'intérêt des Etats-Unis qui ont besoin, dans la communauté atlantique, de trouver en face d'eux, non pas une poussière de clients sans influence, mais un homme réel, suffisamment fort pour faire entendre sa voix et servir parfois de frein, à certaines initiatives trop imprudentes.

c) — Les Etats-Unis conservent un intérêt économique certain à l'unification de l'Europe du moment qu'ils ont accepté d'organiser sa défense sur l'Elbe et de la considérer comme un territoire dont ils assument la responsabilité. Ils cherchent à obtenir, pour leurs efforts, le maximum de rendement. Or, une politique d'armement, réalisée dans le cadre de nos économies nationales actuelles est une politique de suicide collectif. Elle ne peut aboutir qu'à la hausse des prix, le retour à l'inflation, un nouvel abaissement du niveau de vie des classes travailleuses. Puisqu'ils veulent l'efficacité et le rendement, les Etats-Unis vont être inévitablement conduits à faire pression sur l'Europe pour qu'elle déborde les cadres nationaux et organise sa production dans le cadre d'un grand marché unifié et solidement organisé. Je crois donc que l'erreur commise par l'Amérique dans sa politique de réarmement ne doit pas nous conduire à désespérer de l'Europe. Sans doute des forces nationalistes nouvelles vont renaître, les obstacles à notre action vont se trouver multipliés; par contre, les nécessités militaires comme économiques exigent plus que jamais l'unification du marché; si le Gouvernement français, après avoir adopté le Plan Schuman, accepte de prendre des initiatives analogues pour tous les autres secteurs de la vie économique, s'il continue, avec ceux qui sont disposés à le faire, à pousser l'étude d'une armée européenne unifiée, s'il pose enfin clairement le problème de la coordination des politiques extérieures européennes pour avoir, à chaque instant, un homme capable de parler à l'Amérique au nom de l'Europe toute entière, ses initiatives pourront être encore couronnées de succès. Mais nous sommes vraiment à l'heure de la décision. Ce n'est pas la 25^e heure, mais c'est 23 heures 59 minutes. Si l'Europe laisse passer sa chance, elle disparaîtra de l'histoire comme civilisation indépendante.